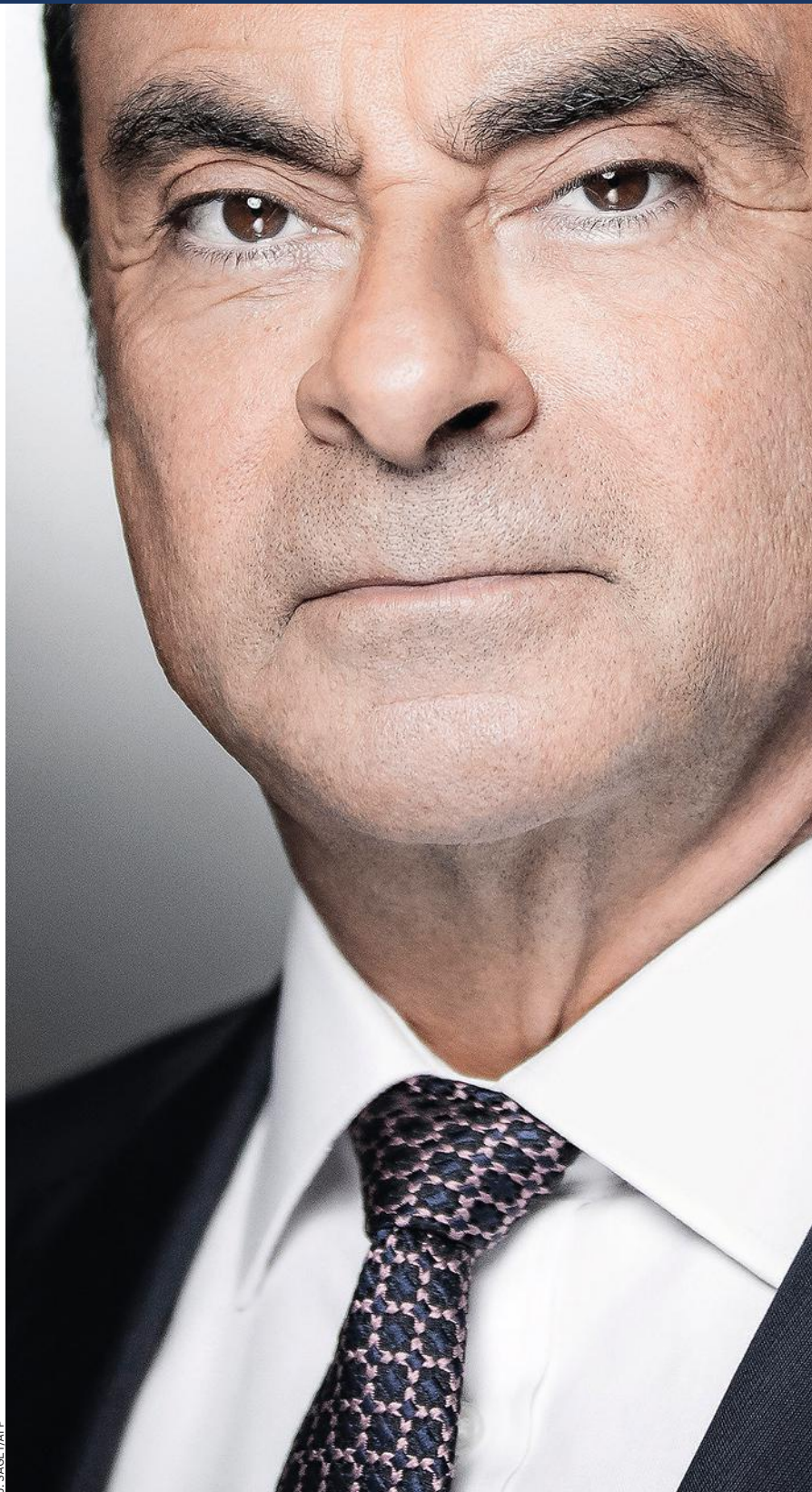


Accusé de dissimulation financière et d'abus de confiance aggravé, Carlos Ghosn dort depuis un mois dans une prison tokyoïte.

*par Emmanuel Botta,
avec Jean-Luc Barberi, Laurent Léger
et Béatrice Mathieu*

Un demi-sourire pincé peine à éclairer son visage de cire. Entouré d'un aréopage de fidèles, Carlos Ghosn avance à petits pas dans les allées du Salon international de l'auto parisien. Cintré dans un élégant costume noir, le tout-puissant patron de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi prend son temps. Sa façon, peut-être, de savourer l'instant. Nous sommes à l'automne 2018, et le Franco-Libano-Brésilien de 64 ans est au faîte de sa gloire. Après vingt années d'un travail acharné, il a transformé un atelage souffreteux en n° 1 mondial, affichant 10,6 millions de véhicules écoulés sur la seule année 2017, 122 usines et 500 000 salariés à travers la planète. Macron, Poutine, Trump, Xi Jinping... Ce PDG « worldwide », l'un des mieux payés au monde, traite désormais d'égal à égal avec les chefs d'Etat.

A cet instant, personne, bien évidemment, n'aurait pu imaginer que, deux mois plus tard, le 19 novembre, l'étoile Ghosn s'écraserait sur le tarmac de l'aéroport Haneda de Tokyo, où l'attendaient des enquêteurs japonais. Accusé de malversations financières, il dort depuis dans les 6 mètres carrés d'une cellule de la prison de



J. SAGET/AFP

Avant la chute En deux décennies, Carlos Ghosn avait réussi à hisser l'alliance Renault/Nissan/Mitsubishi au sommet de la planète auto.

ITINÉRAIRE D'UN PATRON (TROP) GÂTÉ

Kosuge, au nord de la capitale nipponne. Son bras droit, Greg Kelly, accusé d'avoir été le maître d'œuvre de la fraude, a été arrêté en même temps que lui. Celui que les médias locaux surnommaient « Ghosn Sensei » (maître Ghosn) aurait-il cédé à l'hubris, un sentiment caractérisant certains héros grecs qui, galvanisés par leurs réussites, finissaient par se croire les égaux des dieux ?

ENQUÊTE TRÈS DISCRÈTE

C'est la conviction des dirigeants de Nissan, qui l'ont rapidement destitué de son poste de président, à l'instar de ceux de Mitsubishi. Une accusation étayée par un dossier de 400 pages, fruit d'une enquête interne menée dans la plus grande discrétion depuis l'été dernier, et orchestrée par une poignée de hauts dirigeants japonais, à la suite de la dénonciation de graves malversations par un proche conseiller du PDG déchu, Hari Nada (voir l'encadré page 84). Une opération quasi policière dont n'a jamais été prévenu Renault, qui est pourtant son premier actionnaire avec 43,4 % du capital, s'étonne-t-on aujourd'hui chez le constructeur français. Une « discrétion » qui s'expliquerait par la crainte que Ghosn ne saborde les investigations en cours. Le conseil d'administration de Renault, qui a eu depuis accès à un résumé de l'enquête de Nissan via ses avocats, a choisi de maintenir son président, l'estimant simplement « empêché ». « Le dossier monté par Nissan ne contient pas de *silver bullet* », en clair, de preuves accablantes, assure une source proche du dossier. « Mais les administrateurs n'ont pas eu accès à tous les documents », tempère l'entourage du ministre de l'Economie, Bruno Le Maire.

Pour le moment, Carlos Ghosn a été mis en examen par le parquet de Tokyo pour deux chefs d'inculpation. Le plus récent, tombé juste avant Noël, pour « abus de confiance aggravé ». Il est accusé d'avoir fait passer des pertes

EXCLUSIF

Zi-A Capital B.V. (51445867)	
Naam	Ghosn Bichara, Carlos / 6
Geboortedatum en -plaats	09-03-1954, Porto Velho, Rondonia, Brazilie
Infunctietreding	09-12-2010
Titel	CEO
Bevoegdheid	Alleen/zelfstandig bevoegd
Uit functie	02-11-2011
Naam	Nadanasabapathy, Hemant Kumar
Geboortedatum en -plaats	10-07-1964, Penang, Maleisie
Datum in functie	01-07-2012 (datum registratie: 03-07-2012)
Titel	directeur B
Bevoegdheid	Gezamenlijk bevoegd (met andere bestuurder(s), zie statuten)

	31 March 2015	31 March 2014
	€	€
ASSETS		
Fixed assets	30.966.294	25.484.527
Financial fixed assets		
Current assets	40.788.121	41.562.467
Cash and cash equivalents		
	<u>71.754.415</u>	<u>67.046.994</u>

Hari Nada, la taupe du procureur

Chevalier blanc ou traître absolu ? Hari Nada, de son vrai nom Hemant Kumar Nadanasabapathy, serait la première personne à qui Carlos Ghosn aurait téléphoné lorsque les policiers japonais l'ont arrêté dans son avion privé sur le tarmac de l'aéroport de Tokyo, le 19 novembre dernier. Sans savoir que, depuis le début du mois de juillet 2018, selon le *Financial Times*, ce Britannico-Malais de 54 ans, l'un de ses plus proches collaborateurs, avait peut-être livré d'éventuels secrets, des révélations à l'origine de la chute de l'iconique patron du groupe. Désormais, c'est le rôle de discrètes sociétés néerlandaises de Nissan qui pose question. Notamment celui de Zi-A Capital, une petite holding financière créée en 2010 avec un capital de 45 millions d'euros. Cette structure dépourvue d'effectifs abritait en tout cas des fonds très importants :

environ 70 millions d'euros au 31 mars 2015 (voir document ci-dessus). Son président pouvait, seul, engager des mouvements financiers sans autre regard que celui des membres du conseil d'administration, selon les statuts que L'Express a consultés. Une présidence assurée justement par Carlos Ghosn jusqu'en 2011, puis par Greg Kelly, son homme de confiance (également en détention au Japon). Cette société comportait seulement deux administrateurs. Parmi eux, le « lanceur d'alerte » Hari Nada... Or la presse japonaise a assuré que c'est par le biais de Zi-A Capital (ou de ses filiales à Dubaï et dans les îles Vierges britanniques) que les demeures de Carlos Ghosn à Rio et à Beyrouth auraient été acquises. L'enquête japonaise pourrait donc rebondir en Europe.
J.-L. B. et L. L.

personnelles liées à la crise des subprimes, à hauteur de 14,5 millions d'euros, sur les comptes de Nissan, et de s'être fait verser 12,8 millions d'euros par une filiale du groupe japonais. Le second, pour avoir dissimulé aux autorités de marché japonaises la moitié de sa rémunération en tant que président de Nissan, soit 70 millions d'euros entre 2010 et 2018. Le constructeur a également été mis en examen en tant qu'entité morale. L'idée était manifestement de ne débloquent ces sommes qu'au moment de son départ en retraite, afin de diminuer artificiellement sa rémunération.

DU GENRE GOURMAND

La raison ? Depuis 2010, les entreprises nippones ont l'obligation de déclarer le salaire de leurs hauts dirigeants, le montage devait donc éviter un scandale, alors que les émoluments de l'ancien n° 2 de Michelin choquent déjà dans l'archipel. Sa double casquette de président de Renault et de Nissan lui assure de toucher – officiellement – près de 15 millions d'euros chaque année, un salaire cinq fois supérieur à celui du patron de Toyota, Akio Toyoda. « Il ne s'agit finalement que d'une classique retraite chapeau. Toute la question est de savoir dans quelle mesure le fait de ne pas l'avoir déclarée a lésé les actionnaires », souligne Jean-François Fliti, fiscaliste, fondateur du cabinet Allure Finance. Pour les avocats de Ghosn, ces revenus n'avaient pas à figurer dans les rapports boursiers, puisque les montants n'étaient pas arrêtés et qu'ils n'avaient pas été provisionnés. Si le délit est avéré, le Franco-Libanais encourt jusqu'à dix ans de prison.

Ce qui est sûr, c'est que le conseil d'administration du constructeur japonais ne risquait pas de l'alerter sur les risques d'un tel montage : « Il lui était totalement inféodé, il n'existe d'ailleurs même pas de comité de rémunération, assure un analyste financier. Au final, il fixait lui-même ses propres



J. EID/AFP

Tensions une affiche placardée à Beyrouth, un drapeau attaché au véhicule sortant de la prison : Ghosn jouit d'un soutien sans failles au Liban, où il a vécu de 6 à 17 ans. A l'inverse, le PDG de Nissan, Hiroto Saikawa, n'a pas hésité à le lâcher à la suite de son arrestation.



L. KATO/REUTERS



L. KATO/REUTERS

émoluments. » Or Carlos Ghosn est du genre gourmand : on le sait peu, mais « chez Renault il avait réussi à se faire attribuer chaque année jusqu'à 100 000 actions, définitivement acqui-

ses au bout de trois ans sous condition de performance. Ce sont ainsi quelque 280 000 actions qui lui sont promises », souligne Loïc Dessaint, PDG de Proxinvest, un cabinet de conseil aux actionnaires. Un cadeau à 15,3 millions d'euros au cours du 21 décembre !

Le parquet tokyoïte soupçonne aussi le PDG globe-trotteur – qui passe cent jours par an dans son Gulfstream G650 à 50 millions d'euros – d'avoir indûment profité de fastueuses demeures disséminées sur toute la planète. Nissan aurait ainsi acquis pour son président un vaste appartement dans le XVI^e arrondissement parisien, une villa dans un quartier huppé de Beyrouth,

un appartement à Rio de Janeiro, au Brésil, ainsi qu'un duplex à Tokyo. Coût total de l'opération : plus d'une vingtaine de millions d'euros ! Des biens qui sont, certes, toujours la propriété de Nissan : mais ces acquisitions étaient-elles vraiment nécessaires ? « Il a été l'objet de nombreuses menaces, par les yakuzas au Japon, par le Hezbollah au Liban... C'est très compliqué de lui réserver un hôtel, il faut pouvoir tout sécuriser à l'avance », assure un proche de Renault.

Des acquisitions qui pourraient bien avoir été financées par une petite filiale de Nissan basée aux Pays-Bas, Zi-A Capital BV. Une structure avec un faible intérêt stratégique, pourtant directement dirigée par Carlos Ghosn *himself* jusqu'en 2011, comme l'a révélé L'Express, puis par son bras droit, Greg Kelly, depuis. Ce qui leur permettait d'ordonner les mouvements financiers qu'ils souhaitaient sans avoir à

en référer à qui que ce soit. Une entité qui n'est pas sans rappeler la Société financière et foncière, sorte de banque d'affaires bénéficiant d'un capital de 106 millions d'euros, échappant aux radars des actionnaires, dissoute en 2009. Une autre structure néerlandaise, la coentreprise Renault-Nissan BV, détenue à parts égales par les deux constructeurs pour superviser l'alliance, soulève également de nombreuses interrogations. Il apparaît notamment qu'elle a versé plus de

19 millions d'euros de frais de consulting. Ces dépenses pourraient-elles cacher des rémunérations à destination de Carlos Ghosn ? Pour le PDG de Proxinvest, cela n'aurait rien

« Il avait réussi à se faire attribuer 100 000 actions chaque année chez Renault »

Chez Nissan, la chasse au « Ghosn boys » aurait déjà commencé

Le dézingueur. Tel pourrait être le surnom d'Hiroto Saikawa, le directeur général de Nissan. Après son discours tranchant tenu au soir de l'arrestation de Carlos Ghosn, le 19 novembre, cet homme sec aux lunettes d'acier vient d'envoyer paître Thierry Bolloré, le patron intérimaire du constructeur français. Le motif ? La demande faite par Renault d'organiser la tenue d'une assemblée générale du constructeur nippon. « Nous écouterons l'opinion de notre partenaire Renault. Mais, au final, c'est nous qui sommes responsables de la gouvernance de Nissan », a-t-il déclaré. Partenaire ? Le mot fait l'effet d'une bombe chez Renault - actionnaire du groupe japonais à hauteur de 43 % - et au sommet de l'Etat français. « On n'a jamais vu une entreprise traiter son actionnaire principal de façon aussi légère », s'agace-t-on dans l'entourage de Bruno Le Maire. « Saikawa a un sentiment d'impunité. Il agit comme si Nissan lui appartenait », dénonce un proche de la direction de Renault. La tension est montée d'un cran entre les deux entreprises, et une mise sous contrôle des « Ghosn boys » aurait déjà commencé chez Nissan, affirme une source proche du dossier. Dans le viseur, José Muñoz, le directeur de la performance (également directeur des activités en Chine), encore récemment pressenti pour remplacer Saikawa à la direction générale de Nissan. Ou Denis Le Vot, directeur de Nissan Amérique du Nord - ancien membre du comité de direction de Renault -, et Arun Bajaj, le directeur des ressources humaines de l'Alliance. **B. M.**

d'étonnant : « RNBV est une filiale consolidée, mais pas mise en équivalence. Renault n'a donc pas d'obligation de communiquer sur d'éventuels salaires, honoraires ou frais. »

REVANCHE JAPONAISE

Si on ne connaît pas encore la vérité sur les dérapages présumés du patron de l'alliance, ce qui est certain, c'est que les garde-fous n'étaient pas suffisants. En vingt ans de règne, l'homme a éradiqué toute forme de contestation. A son arrivée chez Nissan en 1999, il a placardisé nombre de cadres locaux pour placer ses hommes et faire monter en interne des profils « Ghosn-compatibles », qui aujourd'hui lui doivent tout. Idem chez Renault, où il prend le pouvoir en 2005. Le chef de la sécurité, Alain Le Guen, rechigne à appliquer à la lettre les consignes du boss ? Il est placardisé, puis licencié en 2007. Patrick Pélata et Toshiyuki Shiga, ses n° 2 chez Renault et Nissan, lorgnent d'un peu trop près le fauteuil du boss ? A la suite de la fausse affaire d'espionnage chinois sur les moteurs électriques de Renault en 2011, le premier sert de fusible, et le deuxième sera rétrogradé. Les représentants de l'Etat au sein du conseil d'administration du groupe au losange ? « Depuis 2012, ils votaient systématiquement contre sa rémunération, mais il les a « cornérisés », en sachant que tous les autres administrateurs le suivraient quoi qu'il arrive », raconte Michel Sapin, ministre de l'Economie de 2014 à 2017, qui se souvient d'un homme méprisant, disant vouloir uniquement négocier avec le président !

L'hubris, encore, aiguillée par un profond sentiment de revanche, pour celui qui a grandi dans une famille modeste de Libanais maronites. S'il est né au Brésil, Carlos Ghosn a vécu au Liban de l'âge de 6 ans jusqu'à ses 17 ans, où il s'envolera



R. MORAES/REUTERS



J. SAID/REUTERS

vers la France pour faire Polytechnique. Une terre où il a beaucoup investi. Il est ainsi associé dans plusieurs complexes de luxe aux côtés de la puissante banque Saradar. Et possède depuis dix ans 40 % d'une propriété viticole de 120 hectares. Il y aurait investi 10 millions d'euros aux côtés de financiers libanais. Il s'affiche également en généreux mécène local : « Il est un grand contributeur de l'institut jésuite Notre-Dame, où il a passé sa scolarité, tout comme moi », nous raconte Michel Georr, le président de la CGI, la branche immobilière du groupe Saradar, qui ne tarit pas d'éloges sur Carlos Ghosn, à l'image de tous ses compatriotes. Le ministre libanais de l'Intérieur, Nohad Machnouk, allant jusqu'à déclarer après son arrestation :

Eviter à tout prix l'humiliation suprême d'une fusion Nissan/Renault

2016 Il prend la présidence de Mitsubishi, que Nissan vient de racheter. La nouvelle alliance à trois têtes devient n° 1 mondial de l'auto.

2018 Ghosn accepte de baisser son salaire de 20 % afin d'être réélu pour quatre ans président du groupe Renault, et donc de l'alliance.



J. SAIDI/REUTERS

Fastes Nissan aurait acquis pour son patron des appartements à Rio de Janeiro (en haut, à g.), à Beyrouth (à g.), dans le XVI^e arrondissement parisien (en bas), ainsi qu'à Tokyo (ci-dessus).



J. SAIDI/REUTERS

« Le soleil du Japon ne brûlera pas le phénix libanais. »

Mais c'est un autre sentiment, tout aussi puissant, celui de l'humiliation, qui pourrait avoir causé sa perte. Au-delà de sa brutalité managériale – il a licencié 21 000 personnes en arrivant chez Nissan – et de son train de vie fastueux, il y a un épisode que les Japonais n'ont jamais digéré : celui des droits de vote double. Nous sommes



J. GODARD/PHOTO12/JAF

Tapis rouge Au Festival de Cannes 2017, avec sa seconde épouse, Carole.

au printemps 2015, et Emmanuel Macron, alors ministre de l'Economie, est en plein bras de fer avec Ghosn : cette disposition favorise les investisseurs de long terme en faisant en sorte que chacune de leurs voix compte double. Le futur président fait alors passer la participation de l'Etat de 15 % à près de 20 %, ce qui lui permet d'empêcher l'assemblée générale de Renault de s'opposer à cette mesure. La France détient dès lors 28 % des droits de vote. Une humiliation pour les Japonais, qui n'en possèdent, eux, aucun, et se sentent trahis par Ghosn. Lors du conseil d'administration suivant, Hiroto Saikawa, alors administrateur de Renault, prend la parole. « Il a sorti un texte qu'il a lu mot à mot, d'une voix blanche, racontant la colère des Nissan, allant jusqu'à remettre en question la dignité de l'Etat français », se rappelle, encore sidéré, un ancien administrateur.

Un épisode qui pourrait expliquer la dureté de ses propos, après l'arrestation, envers celui qui a pourtant été son mentor. Peut-être, aussi, l'homme a-t-il préféré tuer avant d'être tué, se sachant menacé à cause des piètres résultats de Nissan. Mais c'est manifestement surtout pour s'éviter l'humiliation suprême d'une fusion avec Renault reléguant, selon les Japonais, Nissan au rang de filiale du français, que Hiroto Saikawa a décidé de lâcher le patron de l'alliance. Car la fusion était bel et bien actée. « Des équipes travaillaient déjà sur le projet », confie une source proche du dossier. Carlos Ghosn était suffisamment sûr de son coup pour acheter, en août dernier, 7,15 millions d'euros d'actions Renault. La fu-

sion, attendue depuis des années par les analystes financiers, aurait en effet fait grimper les cours. L'opération est légale, mais traduit une fois de plus son appât du gain.

De fusion, il n'est aujourd'hui plus question. Bien au contraire. Les Japonais comptent bien se servir de la crise pour renégocier l'équilibre capitalistique de l'alliance en leur faveur (ils ne détiennent que 15 % de Renault), arguant que Nissan est aujourd'hui deux fois plus gros que Renault. « Ce n'est absolument pas à l'ordre du jour », tranche-t-on dans l'entourage du ministre de l'Economie, Bruno Le Maire. Plus les jours avancent, et plus l'alliance prend des airs de guerre de tranchées. Carlos Ghosn, qui pourrait passer Noël en prison, risque d'assister, impuissant, à l'effondrement d'un empire qu'il avait tout entier construit autour de sa personne. **E. B.**